

Ralentissement démographique, une différence accrue entre les départements

Insee Analyses Pays de la Loire • n° 108 • Décembre 2022



Au 1^{er} janvier 2020, 3 832 120 personnes résident dans les Pays de la Loire. Avec + 0,6 % par an entre 2014 et 2020, le rythme de croissance de la population est supérieur à la moyenne nationale. Toutefois, la région n'échappe pas au ralentissement de la croissance démographique observé dans la majorité des régions françaises. La population augmente de 23 550 personnes par an entre 2014 et 2020, contre 30 360 entre 2009 et 2014.

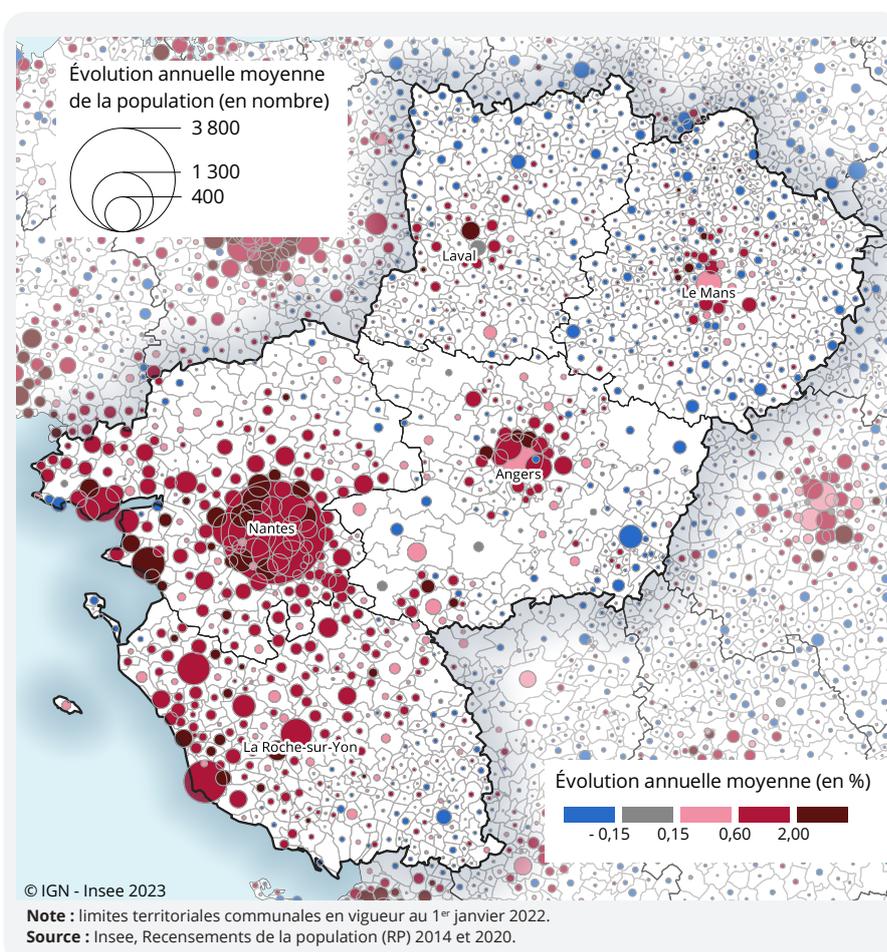
Entre 2014 et 2020, la Loire-Atlantique reste la locomotive de la région avec un gain de population de 1,2 % par an en moyenne. La Vendée affiche une augmentation de population encore soutenue (+ 0,8 % par an), mais en fort ralentissement. La croissance démographique plus modérée en Maine-et-Loire (+ 0,3 %), s'érode également. La Sarthe et la Mayenne, après une croissance démographique entre 2009 et 2014, sont dans une phase de relative stabilité entre 2014 et 2020.

Au 1^{er} janvier 2020, 3 832 120 personnes résident dans les Pays de la Loire, ce qui situe la région au 8^e rang des régions de France métropolitaine. Entre 2014 et 2020, la population ligérienne s'est accrue de 141 285 habitants, presque l'équivalent de la population du Mans en 2020. La population augmente en moyenne de 0,6 % par an, une croissance toujours supérieure de 0,3 point à celle enregistrée au niveau national. Ainsi, les Pays de la Loire se classent au 3^e rang des régions métropolitaines pour leur rythme de croissance, derrière la Corse et l'Occitanie. Malgré tout, la région n'échappe pas au ralentissement de la croissance démographique observé au niveau national. Sur la période 2009-2014, la région gagnait 6 810 habitants de plus par an qu'entre 2014 et 2020. La Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire et la Vendée gagnent des habitants, tandis que la Mayenne et la Sarthe connaissent une relative stabilité de leur population. La dynamique démographique est positive dans 50 % des communes de la région ► **figure 1** contre 67 % sur la période précédente. Elle est plus particulièrement positive dans 75 % des communes de plus de 10 000 habitants.

Une dynamique qui se concentre autour des grandes métropoles

L'augmentation de population est plus localisée que par le passé. La croissance

► 1. Évolution annuelle moyenne de population par commune entre 2014 et 2020



démographique se recentre autour des grandes métropoles de la région. En particulier, la croissance est la plus forte dans les ceintures urbaines des grandes métropoles. Elle est particulièrement marquée dans l'agglomération de Nantes et sur une bande littorale.

A *contrario*, la population diminue sur un territoire plus étendu que précédemment : au nord de la Loire-Atlantique, aux pourtours de la Mayenne et de la Sarthe, à l'est du Maine-et-Loire et au sud de la Vendée.

À l'échelle des intercommunalités, Nantes Métropole bénéficie d'une accélération de sa croissance démographique et représente 38 % du gain de population régional contre 24 % entre 2009 et 2014.

Les Sables-d'Olonne Agglomération bénéficie de la plus forte accélération de croissance démographique de la région (275 habitants de plus par an que sur la période précédente).

Deux autres intercommunalités voient aussi leur augmentation de population, déjà soutenue entre 2009 et 2014, s'accroître entre 2014 et 2020 : la communauté d'agglomérations (CA) de Clisson Sèvre et Maine Agglo, et la communauté de communes (CC) Challans-Gois Communauté. D'autres grandes intercommunalités conservent un rythme de croissance très soutenu et proche de celui observé sur la période précédente : notamment la CC d'Erdre et Gesvres, la CA Pornic Agglo Pays de Retz, la CC Grand Lieu Communauté.

Avec une croissance moins marquée, la CA de Laval Agglomération, la CU Le Mans Métropole et la CA du Choletais conservent un rythme proche de celui observé sur la période précédente.

À l'inverse, d'autres perdent désormais de la population entre 2014 et 2020 alors qu'elles en gagnaient encore entre 2009 et 2014 : la CA Saumur Val de Loire, les CC de la Champagne Conlinoise et du Pays de Sillé, du Pays Sabolien, Haute Sarthe Alpes Mancelles, Loué - Brûlon - Noyen, Mayenne Communauté, de l'Ernée, des Coëvrons, Baugeois Vallée et du Pays de Meslay-Grez.

Loire-Atlantique : une croissance démographique solide

Au 1^{er} janvier 2020, 1 445 171 personnes résident en Loire-Atlantique ► **figure 2**. Le département confirme son rôle de locomotive de la région, en lien avec la présence de Nantes Métropole. En effet, la Loire-Atlantique génère 69 % du gain de population des Pays de la Loire, alors qu'elle rassemble seulement 38 % de ses résidents. Elle gagne 97 435 habitants entre 2014 et 2020, l'équivalent des communes de Saint-Nazaire et Vertou réunies.

La population de la Loire-Atlantique progresse de 1,2 % en moyenne chaque année. Cette croissance la situe au 4^e rang des départements métropolitains, derrière la Haute-Garonne, l'Hérault et la Gironde. Toutes les intercommunalités de la Loire-Atlantique concourent à la croissance de la population ligérienne ► **figure 3**.

L'évolution démographique est deux fois supérieure, ou même plus, à la moyenne régionale dans six intercommunalités : la CC d'Erdre et Gesvres, la CA Pornic Agglo Pays de Retz, Nantes Métropole, la CC Grand Lieu Communauté, la CC Estuaire et Sillon et la CA Clisson Sèvre et Maine Agglo. La Loire-Atlantique connaît un léger ralentissement démographique. En effet, entre 2009 et 2014, sa population progressait en moyenne de 1,3 % par an. L'accroissement de la population s'est recentré autour de Nantes. En effet, Nantes Métropole connaît une accélération de sa croissance démographique. Seulement deux autres intercommunalités sont dans le même cas de figure dans le département, il s'agit des communautés d'agglomération de Clisson Sèvre et Maine Agglo et de la Presqu'île de Guérande Atlantique.

À Nantes Métropole, la population s'accroît de 8 865 habitants par an entre 2014 et 2020. La commune de Nantes concentre 43 % de cette augmentation (+ 3 785). Au sein de l'agglomération nantaise, la population de 9 des 23 autres communes croît de plus de 200 habitants par an sur la période : Saint-Herblain (+ 790), Rezé (+ 580), Vertou (+ 465), Couëron (+ 405), Orvault (+ 355), Saint-Sébastien-sur-Loire (+ 340), Bouguenais (+ 295), Thouaré-sur-Loire (+ 265) et Carquefou (+ 260).

Sur le littoral, les plus fortes augmentations de population concernent Saint-Nazaire et Pornic, avec des gains respectifs de 425 et 385 habitants par an entre 2014 et 2020. La commune de La Baule-Escoublac gagne elle aussi 105 habitants par an entre 2014 et 2020, alors qu'elle perdait de la population sur la période précédente (- 140 habitants par an).

A *contrario*, la population continue de diminuer au Pouliguen (- 75) et à Batz-sur-Mer (- 30). Le Pouliguen, comme pour la période 2009-2014, se démarque par un repli annuel moyen à hauteur de - 1,8 % par an, rythme de baisse le plus marqué du département.

Les quelques communes en déprise démographique se situent majoritairement au nord du département et la CC de Châteaubriant-Derval peine à maintenir sa population. Le gain de population y est de seulement 40 habitants par an, contre 230 sur la période précédente.

Vendée : une dynamique soutenue malgré un fort ralentissement

Au 1^{er} janvier 2020, 692 705 personnes résident en Vendée. Ce département reste dynamique. La Vendée contribue pour 22 % au gain de population des Pays de la Loire, alors qu'elle rassemble 18 % de ses résidents. Elle gagne 5 100 habitants par an entre 2014 et 2020, l'équivalent de la commune de Bretignolles-sur-Mer.

La population de la Vendée progresse de 0,8 % en moyenne chaque année. Ce rythme, supérieur à la moyenne régionale et plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale, place le département au 11^e rang des départements métropolitains.

Cependant, dans les Pays de la Loire, la Vendée connaît le plus fort ralentissement démographique.

En effet, entre 2009 et 2014, la Vendée affichait une croissance nettement supérieure et se classait au 8^e rang des départements métropolitains, avec un taux de croissance annuel moyen de 1,1 %. Le ralentissement concerne toutes les intercommunalités vendéennes exception faite des deux suivantes : l'agglomération des Sables-d'Olonne qui se distingue en gagnant chaque année 275 habitants de plus qu'auparavant, et la CC de Challans-Gois Communauté (+ 70 habitants par rapport à 2009-2014).

► 2. Population et évolution annuelle moyenne de la population au cours des périodes 2009-2014 et 2014-2020

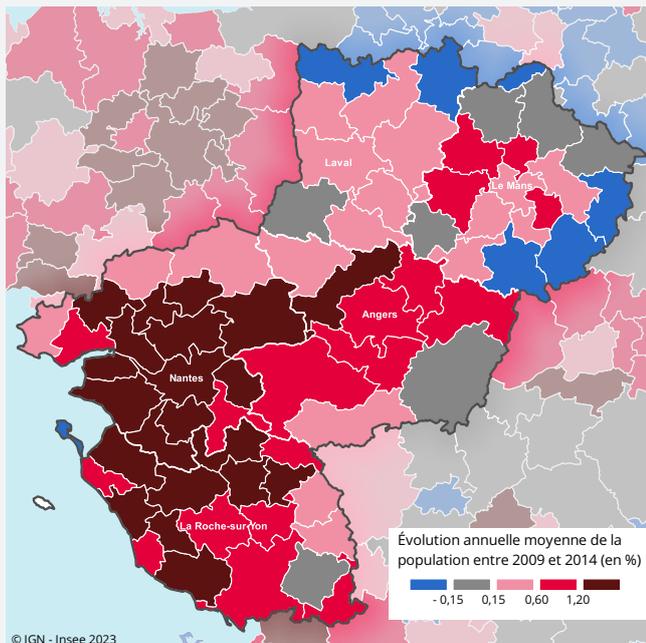
	Population 2009	Population 2014	Population 2020	Évolution annuelle moyenne de la population entre 2009 et 2014		Évolution annuelle moyenne de la population entre 2014 et 2020	
				en nombre	en %	en nombre	en %
Loire-Atlantique	1 266 544	1 347 735	1 445 171	16 238	1,3	16 239	1,2
Maine-et-Loire	779 896	804 745	820 713	4 970	0,6	2 661	0,3
Vendée	626 411	662 122	692 705	7 142	1,1	5 097	0,8
Sarthe	561 050	568 760	566 993	1 542	0,3	- 295	- 0,1
Mayenne	305 147	307 471	306 538	465	0,2	- 156	- 0,1
Pays de la Loire	3 539 048	3 690 833	3 832 120	30 357	0,8	23 548	0,6
France métropolitaine	62 465 709	64 027 958	65 269 154	312 450	0,5	206 866	0,3
France hors Mayotte	64 304 500	65 907 160	67 162 154	320 532	0,5	209 166	0,3

Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1^{er} janvier 2022.

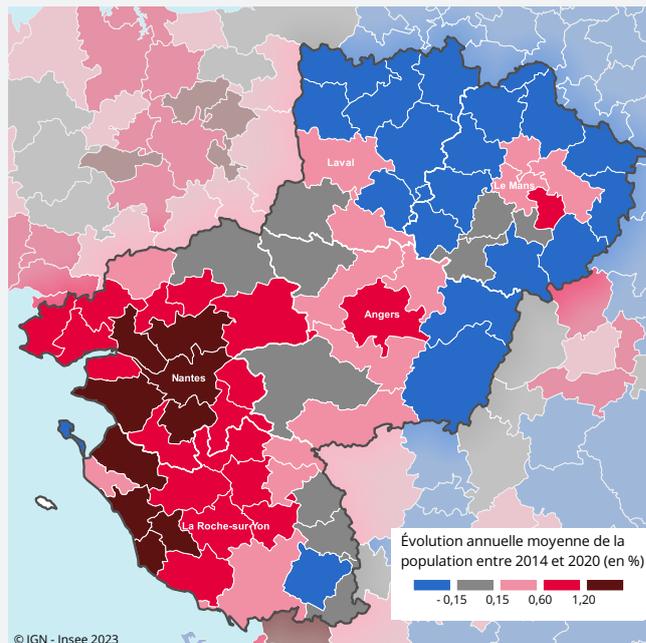
Source : Insee, RP 2009, 2014 et 2020.

► 3. Évolution annuelle moyenne de la population par intercommunalité

a. Période 2009-2014



b. Période 2014-2020



© IGN - Insee 2023

Notes : les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 1^{er} janvier 2022. Les informations ne sont pas représentées pour l'Île-d'Yeu, qui n'appartient à aucune intercommunalité.

Source : Insee, RP 2009, 2014 et 2020.

Les communes en croissance démographique se situent principalement sur une large bande littorale allant de La Barre-de-Monts à Jard-sur-Mer et sur la moitié nord du département. Les communes gagnant le plus d'habitants entre 2014 et 2020 sont Les Sables-d'Olonne (+ 645 par an), Challans (+ 370) et La Roche-sur-Yon (+ 340).

La dynamique est nettement moindre au sud et à l'est du département. Trois communautés de communes voient leur population se stabiliser : les CC du Pays de la Châtaigneraie, Vendée, Sèvre, Autise, et du Pays de Pouzauges. Le Pays de Fontenay-Vendée et la CC de l'île de Noirmoutier perdent même des habitants.

Maine-et-Loire : une croissance démographique en demi-teinte

Au 1^{er} janvier 2020, 820 713 personnes résident en Maine-et-Loire. La dynamique du département est modérée. S'il rassemble 21 % des résidents de la région, il contribue pour 11 % à l'augmentation de la population régionale.

Sur l'ensemble de la période allant de 2014 à 2020, il gagne 15 970 habitants, l'équivalent de la commune de Montreault-sur-Èvre. La population progresse de 0,3 % en moyenne chaque année, soit 2 660 habitants de plus par an entre 2014 et 2020. Ce rythme est moins soutenu que celui de la région, mais comparable à celui de la France

métropolitaine. Le Maine-et-Loire se place ainsi au 34^e rang des départements métropolitains.

Si la croissance de la population tend à ralentir dans la plupart des intercommunalités du département, la métropole angevine et l'agglomération choletaise voient leur dynamique démographique se maintenir.

Angers Loire Métropole se distingue par sa croissance démographique particulièrement élevée, avec une augmentation de sa population de + 0,7 % sur les périodes 2009-2014 et 2014-2020. La métropole contribue pour 83 % à la dynamique démographique du département. Ce gain de population représente 9 % de l'augmentation de la population régionale. La croissance démographique se renforce à Angers avec + 805 habitants par an entre 2014 et 2020, 2^e plus fort gain de population de la région. L'augmentation est également forte à Trélazé (+ 245) et Avrillé (+ 245).

L'Agglomération du Choletais se différencie aussi avec son dynamisme démographique (+ 325 habitants par an en moyenne), en augmentation par rapport à la période précédente (+ 290). L'accroissement de la population repose principalement sur la ville de Cholet et sa couronne. Cholet qui perdait des habitants sur la période 2009-2014, devient le moteur de cette évolution (+ 85). Les communes de Saint-Léger-sous-Cholet (+ 65) et Saint-Christophe-du-Bois (+ 50) contribuent également à cette augmentation.

Dans le reste du département, le ralentissement est net. Si les intercommunalités des Vallées du Haut-Anjou (+ 175 habitants par an en moyenne), de Loire Layon Aubance (+ 140), d'Anjou Loir et Sarthe (+ 95) continuent de gagner des habitants, le rythme est nettement moins soutenu qu'entre 2009 et 2014.

À l'ouest et dans le nord du Maine-et-Loire, la CA de Mauges Communauté et la CC d'Anjou Bleu Communauté entrent dans une phase de stabilité démographique. À l'est, les intercommunalités de Baugeois-Vallée et de Saumur Val de Loire perdent des habitants sur la période 2014-2020, quand elles en gagnaient au cours de la période précédente.

Mayenne : une croissance démographique au ralenti

Peuplée de 306 538 habitants au 1^{er} janvier 2020, la Mayenne rassemble 8 % des résidents des Pays de la Loire. Le département ne contribue pas à l'augmentation de la population régionale entre 2014 et 2020. Stable démographiquement, la Mayenne se place au 66^e rang des départements métropolitains pour le rythme de croissance. La dynamique démographique s'essouffle par rapport à la période 2009-2014.

Entre 2014 et 2020, seules la CA de Laval Agglomération et la CC du Pays de Château-Gontier connaissent une

dynamique démographique positive. Avec un gain de 335 habitants par an en moyenne entre 2014 et 2020, l'augmentation de la population de la CA Laval Agglomération est légèrement plus forte que sur la période précédente (+ 220). Cette croissance repose principalement sur les communes de la couronne lavalloise : Changé (+ 120), Bonchamp-lès-Laval (+ 55), Louverné (+ 45) et L'Huisserie (+ 40). Ces communes ont les gains de population parmi les plus élevés de la Mayenne. Si Laval reste l'une des communes du département qui perd le plus d'habitants (- 75), cette baisse est moins marquée qu'entre 2009 et 2014 (- 220).

Dans le sud du département, les moteurs de la croissance sont plus ténus. Les CC du Pays de Château-Gontier (+ 45 habitants par an en moyenne) et du Pays de Craon (+ 15) voient ainsi leur population augmenter modestement et moins fortement que sur la période 2009-2014.

Toutes les autres intercommunalités de la Mayenne perdent des habitants. Dans le nord du département, les CC du Mont des Avaloirs (- 150 habitants par an en moyenne) et du Bocage Mayennais (- 145) voient le rythme de cette baisse s'accroître par rapport à la période précédente. Mayenne est, avec Laval, la commune du département qui perd le plus d'habitants (- 75).

Sarthe : une population stable

Au 1^{er} janvier 2020, 566 993 personnes résident dans la Sarthe. Le département rassemble 15 % des Ligériens, mais il ne contribue plus à l'augmentation de la population régionale. Sur la période allant de 2014 à 2020, la Sarthe perd 295 habitants par an. Le ralentissement est sensible par rapport à 2009-2014, période durant laquelle la population augmentait de 1 540 habitants chaque année. Le département se classe au 67^e rang des départements français pour le rythme de croissance.

Entre 2014 et 2020, 10 intercommunalités sur les 16 que compte le département connaissent une déprise démographique. Elles n'étaient que 4 dans ce cas entre 2009 et 2014. Les communes de la métropole mancelle et du cœur du département maintiennent une dynamique

démographique timide. En revanche, la population baisse en périphérie du département.

Entre 2014 et 2020, la hausse du nombre de résidents se poursuit dans Le Mans Métropole (+ 575 habitants par an en moyenne), à un rythme équivalent à celui de la période 2009-2014. Les gains de population sont les plus élevés au Mans (+ 225), à Coulaines (+ 75) et à Arnage (+ 70).

Dans la couronne mancelle, la population progresse, mais les communes comme Parigné-l'Évêque (+ 75), qui connaissent une accélération de leur croissance démographique, font désormais figurent d'exception.

Aux pourtours du département, si la CC du Pays Fléchois se maintient, aucune autre

intercommunalité ne gagne d'habitants. À l'ouest de la Sarthe, les intercommunalités qui gagnaient des habitants entre 2009 et 2014 en perdent à présent. Au nord et à l'est, la diminution de la population se poursuit, notamment à Mamers (- 40), Fresnay-sur-Sarthe (- 35) ou Bessé-sur-Braye (- 30). Au sud, Sablé-sur-Sarthe, qui gagnait des habitants entre 2009 et 2014, est désormais la commune du département qui enregistre la plus forte baisse (- 65). Au Lude (- 60) ainsi qu'à Montval-sur-Loir (- 55), la diminution de la population est également marquée. ●

Élodie Lalande, Matthieu Vahé (Insee)



Retrouvez plus de données en téléchargement sur www.insee.fr

► Méthodes

Les populations publiées fin 2022 sont millésimées 2020. Ces chiffres de population sont authentifiés par décret pour entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2023. Ils sont publiés dans les périmètres géographiques au 1^{er} janvier 2022.

Le choix des périodes d'évolution de la population

La méthode du recensement annuel est basée sur des cycles de collecte de cinq ans. Pour plus de pertinence, les données sont donc traditionnellement analysées avec un pas de cinq ans. Toutefois, l'évolution de la situation sanitaire a conduit à reporter à 2022 l'enquête annuelle de recensement prévue en 2021. Pour toutes les communes de moins de 10 000 habitants, il y aura donc dorénavant (pendant cinq ans) un intervalle entre deux collectes de recensement de six ans au lieu de cinq habituellement. La méthode de calcul des populations annuelles a été adaptée en conséquence. Pour être robustes, les évolutions mesurées sur la dernière période (ici 2014-2020) doivent donc être analysées avec un pas de six ans. Dans le présent document, les comparaisons sont donc basées sur une période de six ans pour la plus récente (2014-2020) et une période de cinq ans pour la plus ancienne (2009-2014). La comparaison des évolutions de la population sur ces périodes de durée différente n'en reste pas moins pertinente, car toutes les données sont présentées en moyenne annuelle.

Le changement de questionnaire en 2018

Afin d'améliorer la prise en compte de la multirésidence, notamment pour les enfants en résidence partagée, le questionnaire du recensement de la population a évolué en 2018. La croissance de population mesurée entre 2014 et 2020 est ainsi affectée d'un léger effet questionnaire, qui est négligeable sur cette période.

► Pour en savoir plus

- **Brutel C.**, « La croissance démographique s'atténue dans presque toutes les régions entre 2014 et 2020 », *Insee Focus* n° 282, décembre 2022.
- **Bauer P., Pétilion X.**, « Les aires d'attraction des villes s'étendent peu mais se densifient », *Insee Flash Pays de la Loire* n° 133, décembre 2022.
- **Chesnel H., Féfeu L.**, « La croissance démographique portée par les arrivées dans la région », *Insee Flash Pays de la Loire* n° 116, janvier 2022.
- **Lalande É., Vahé M.**, « Ralentissement démographique dans la région, mais renforcement en Loire-Atlantique », *Insee Analyses Pays de la Loire* n° 101, décembre 2021.
- **Insee**, note technique « Recensement de la population », janvier 2020.

